

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques chroniques, éoliens, sites et sols pollués
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 11 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

U-SHIN

4 Quai de la Jonction
58000 Nevers

Références : 240118
Code AIOT : 0005401318

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2024 dans l'établissement U-SHIN, implanté 4 Quai de la Jonction - 58000 Nevers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réactive réalisée suite à un incendie dans la zone d'assemblage de piles au lithium lors d'une opération de tri. Cet incident a entraîné l'évacuation d'une centaine de personnes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- U-SHIN
- 4 Quai de la Jonction - 58000 Nevers
- Code AIOT : 0005401318
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

MINBEA ACCESS SOLUTION, société spécialisée dans les systèmes d'accès au véhicule et les tableaux de commandes, est un équipementier automobile.

La société VALEO loue 900 m² de l'usine de Nevers.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite réactive a permis de constater les moyens mis en œuvre par l'exploitant dans le cadre d'un incident. La vérification des dispositifs de lutte contre l'incendie, la formation du personnel aux situations d'urgence ainsi que les conditions d'élimination ont pu être abordées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration accident ou incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	Demande d'action corrective	15 jours
7	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	1 mois
8	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
3	État des matières sèches	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
4	Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet
5	Surveillance et réseau de détecteurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Sans objet
6	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre un rapport d'incident suite à analyse, s'organiser et élaborer une procédure lors de la déclaration d'un incident, transmettre à l'inspection les bordereaux de suivi de l'évacuation des piles usagées ainsi que les eaux d'extinction récupérées.

L'exploitant doit élaborer une procédure intégrant les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration accident ou incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration accident ou incident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a appris par un article du Journal du Centre du 22/02/2024, qu'un incendie s'est déclaré dans un espace de stockage de piles au lithium le 21/02/2024.</p> <p>L'inspection s'est rendue sur place le 22/02/2024 afin de constater l'incident.</p> <p>L'inspection a appris que la société VALEO était locataire d'une zone de 900 m² (non ICPE) au sein de la société MINBEA ACCES SOLUTION, qui elle est n'est pas soumise au régime ICPE.</p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspection a rencontré le responsable QSE, les agents impliqués, ainsi que les agents de VALEO.</p> <p>Dans la zone d'assemblage du locataire VALEO , lors d'une opération de tri (démontage de tête clé avec séparation de la pile du reste de la clé), un incendie s'est déclaré dans le bac de piles avec dégagement de fumée. Trois extincteurs ont été utilisés pour tenter de contenir l'incendie sans succès. Les secours ont été appelés et l'évacuation a été déclenchée.</p> <p>Une tête de sprinkler a été déclenchée automatiquement, laquelle sera coupée sur ordre des pompiers 21 minutes après.</p> <p>Les obturateurs d'eau pluviale ont été déclenchés afin d'éviter une pollution.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de notifier l'incident. Cette demande a aussi été réalisée par message du 22 février 2024. L'exploitant a notifié l'incident <i>a posteriori</i> de la visite le 22/02/2024.</p> <p>L'exploitant indique qu'il ne savait pas qui devait notifier l'incident. En effet, la zone concernée par l'incendie est loué à la société VALEO. L'inspection n'en avait pas connaissance.</p> <p>L'exploitant devra déposer un porter à connaissance pour informer de la situation.</p> <p>L'IIC demande également de transmettre un rapport d'incident suite à analyse, de s'organiser et d'élaborer à une procédure en cas de déclaration d'un incident.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : Localisation des risques. L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : L'incident s'est déclaré dans la zone de rebus destinée au tri des piles de lithium. Cette zone est bien délimitée et a été confinée au plus vite. 3 extincteurs ont été utilisés pour tenter de contenir l'incendie sans succès. Les secours ont été appelés pour déclencher l'évacuation. Une tête de sprinklers a été déclenchée automatiquement, laquelle sera coupée sur ordre des pompiers (21 minutes après). Les obturateurs d'eau pluviale ont été déclenchés afin d'éviter une pollution. Une fiche d'instruction pour l'opération (démontage PCBA) a été présentée à l'inspection. Celle-ci indique les opérations effectuées dans la zone de travail. Une consigne en cas d'incident a été présentée à l'inspection. Le plan de secours a été présenté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : État des matières sèches

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières sèches
Prescription contrôlée : État des matières stockées. Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les

matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

L'exploitant a présenté un état des matières stockées.

Le jour de l'inspection, 110 856 piles étaient stockées au sein de l'établissement. 20 726 piles étaient montées dans les clés de véhicule. 2 806 pièces étaient au rebut.

Dans la zone concernée, le bac faisant l'objet de l'incendie contenait 200 piles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques

Prescription contrôlée :

Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques.

A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure :

- le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;
- la tenue à jour des procédures ;
- le test des procédures incident/accident ;
- la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.

Ces actions sont tracées.

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

Constats :

L'exploitant dispose d'une procédure s'assurant du bon fonctionnement des barrières de sécurité et s'assure de la vérification des mesures de maîtrise des risques. La consignation de ces tests a été présentée.

Le personnel est formé à la manipulation des extincteurs et aux consignes d'évacuation.
L'exploitant a présenté les attestations de formation.
Une alarme visuelle et sonore est en place.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance et réseau de détecteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et réseau de détecteurs

Prescription contrôlée :

Surveillance et réseau de détecteurs.

A.-L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours ...).

Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés.

L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.

B.-Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, les réseaux de détecteurs associés disposent d'un report avec transmission de l'alarme en tout temps à l'exploitant, par report en salle de contrôle, au poste de garde ou via une télésurveillance.

Dans le cas d'une installation sous télésurveillance, une intervention suite à un déclenchement d'une alarme par l'un des détecteurs, est effective dans un délai maximum de trente minutes par une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'intervention.

C.-Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions des points A et B du présent article sont réalisés avant le 1er janvier 2026.

Constats :

La répartition des détecteurs ainsi que des extincteurs a été présentée à l'inspection. L'exploitant a présenté la justification du dimensionnement du réseau des détecteurs. Il indique que le débit eau de ville pour les sprinklers est largement suffisant puisqu'il atteint 8 bars. L'exploitant a présenté les dates de contrôles des sprinklers, extincteurs.
Les déclenchements d'alarme sont consignés.

Les sprinklers ont été vérifiés le 15/12/2021. Un devis du 19/02/2024 a été présenté.
Les extincteurs ont été vérifiés le 16/06/2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58

Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel

Prescription contrôlée :
Formation du personnel.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.

Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

Constats :

L'exploitant a présenté les dates de formation des équipiers de première intervention à l'utilisation des EPI. La formation s'est déroulée le 18/05/2022. 22 personnes ont été formées sur 30. La prochaine formation sera dispensée le 27/05/2024.

Une consigne d'utilisation d'utilisation des EPI a été présentée, ainsi que l'instruction au poste de travail comportant indiquant les vérifications à effectuer.

Une consigne en cas de départ de feu est affichée dans la zone. Le plan de circulation dans l'usine a été présenté.

Le personnel est formé aux situations d'urgence. Les agents présents ont été interrogés et ont confirmé la conduite à tenir.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité

Prescription contrôlée :
Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes

circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

-les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

-les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;

-l'obligation du « permis d'intervention » prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;

-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;

-les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;

-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;

-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;

-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;

-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Constats :

Les consignes d'exploitation et de sécurité ont été présentées. Une consigne en cas de départ de feu est affichée dans la zone de travail concernée. Le personnel connaît ces consignes, le personnel a été interrogé.

Le personnel est formé aux situations d'urgence. Les agents présents ont été interrogés et ont confirmé la conduite à tenir.

L'exploitant a présenté les dates de formation des équipiers de première intervention à l'utilisation des EPI. La formation s'est déroulée le 18/05/2022. 22 personnes ont été formées sur 30. La prochaine formation sera dispensée le 27/05/2024.

Une consigne d'utilisation d'utilisation des EPI a été présentée, ainsi que l'instruction au poste de travail indiquant les vérifications à effectuer.

Une consigne en cas de départ de feu est affichée dans la zone. Celle-ci mentionne le nom des personnes à contacter en cas de départ de feu, le poste de garde est systématiquement prévenu au numéro indiqué qui se charge de contacter les pompiers. Une équipe de première intervention est alors sollicitée pour intervenir dans un premier temps.

Le plan de circulation dans l'usine a été présenté.

La consigne d'évacuation du site est également affichée. Celle-ci indique les personnes à contacter, et les consignes à adopter en cas des divers signaux d'alarme.

Les eaux contaminées ont été récupérées et en attente d'évacuation et d'analyse.

L'exploitant devra indiquer sur sa procédure en cas d'accident que l'établissement a l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitant doit adresser à l'inspection les BSD liés à l'évacuation des piles usagées ainsi que les BSD des eaux d'extinction.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident

Prescription contrôlée :

Moyens d'intervention en cas d'accident.

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-

feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Constats :

L'exploitant a présenté la répartition des alarmes et extincteurs, ainsi que les rapports de vérification de ces dispositifs. Les résultats sont conformes.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre.

L'exploitant doit élaborer une procédure intégrant les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois